

Une perspective indienne

Faire rentrer le génie nucléaire dans sa lampe

Demurant hors du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, l'Inde estime que tous les pays – et pas seulement quelques-uns – devraient se débarrasser des armes nucléaires et laisser s'épanouir « l'atome au service de la paix ».

M.R. Srinivasan

En 1953, le Président Eisenhower présenta le plan « L'atome au service de la paix » dans l'espoir que le monde trouverait un moyen d'utiliser l'énergie nucléaire uniquement à des fins pacifiques. Le grand chef militaire et homme d'État qu'il était avait conscience des conséquences inhumaines qu'aurait, dans une future guerre, le recours à l'arme nucléaire.

En 1955, l'Organisation des Nations Unies tint à Genève, sous la présidence de Homi Bhabha (Inde), fondateur du programme atomique indien, la première conférence consacrée aux usages pacifiques de l'énergie atomique. Les États-Unis, l'URSS et le Royaume-Uni firent passer dans le domaine public des informations – jusque-là considérées comme des secrets militaires – sur le développement du nucléaire. Lors des conférences de suivi qui se tinrent à Genève en 1958, 1964 et 1971, des informations relatives aux applications du nucléaire (production d'électricité, applications industrielles, médicales et agricoles et recherche-développement) furent déclassifiées.

Dans la décennie qui suivit la présentation du plan « L'atome au service de la paix », les États-Unis, l'URSS, le Royaume-Uni et le Canada aidèrent d'autres pays à construire des réacteurs de recherche. L'Inde reçut de l'aide du Royaume-Uni et du Canada pour construire ses deux premiers réacteurs de recherche, et ses deux premières centrales nucléaires furent construites par les États-Unis et par le Canada. Simultanément, les États-Unis et l'URSS aidèrent d'autres pays à construire leurs premières centrales.

Le Traité contre les armes nucléaires

Dans les années 50 et 60, les États-Unis, l'URSS et le Royaume-Uni ont œuvré à l'élaboration du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), qui a été ouvert à la signature en 1968. Ce traité divisait effectivement le monde en deux camps, l'un regroupant les États dotés d'armes nucléaires (les « cinq », à savoir la Chine, les États-Unis, la France, la Fédération de Russie – alors l'URSS – et le Royaume-Uni), l'autre le grand nombre de pays qui n'en possédaient pas.



La Centrale atomique du Rajasthan indien, dont la première tranche est entrée en service en 1972.

Pour bénéficier, au titre du TNP, de la qualité d'État doté d'armes nucléaires, un État devait avoir effectué un essai avant le 1^{er} janvier 1967. Dès la négociation du traité, l'Inde a estimé que celui-ci était discriminatoire, car il exigeait des États qui ne possédaient pas d'armes nucléaires à cette date qu'ils renoncent à leur droit souverain de mettre au point de telles armes sans qu'il soit, en contrepartie, fait obligation aux États dotés d'armes nucléaires d'éliminer les leurs.

Actuellement, l'Inde, le Pakistan et Israël ne sont toujours pas parties au TNP. À plusieurs conférences d'examen du Traité, tenues à cinq ans d'intervalle, les États non dotés d'armes nucléaires se sont plaints de la lenteur du désarmement nucléaire. Les « cinq » ont avancé, pour justifier cet état de choses, des arguments peu convaincants.

Attentes et réalités

Parallèlement aux négociations du TNP, on a débattu de la création d'un organisme international qui serait placé sous l'égide

des Nations Unies. Cet organisme aiderait les pays à exploiter l'énergie nucléaire à des fins pacifiques et vérifierait que l'assistance accordée à un pays par un autre est utilisée exclusivement à des fins pacifiques et non détournée pour concevoir des armes ou des engins explosifs nucléaires. L'AIEA a été créée en 1957 à Vienne.

L'Inde est membre du Conseil des gouverneurs de l'AIEA depuis sa création. Les pays en développement estiment, en tant que groupe, qu'au fil des années, l'AIEA s'est davantage préoccupée d'inspection que de promotion, auprès de ses États Membres, des usages pacifiques de l'énergie nucléaire. Aux débuts du nucléaire, on comptait que cette énergie deviendrait l'une des principales sources de production d'électricité dans le monde. Aujourd'hui, cependant, elle ne représente qu'environ 17% de cette production et ne concerne, pour l'essentiel, que des pays industrialisés. Parmi les autres pays, seuls la Corée du Sud, l'Inde et la Chine (ainsi que Taiwan) ont continué de construire des centrales nucléaires.

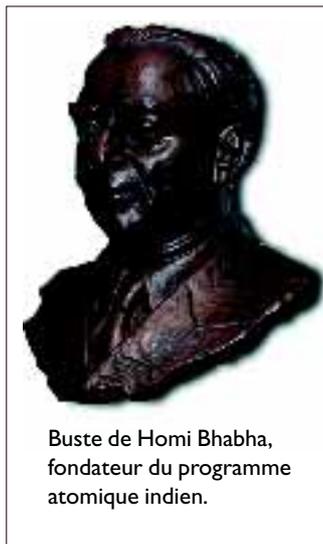
Le puissant sentiment antinucléaire qui prévaut dans les pays avancés y a effectivement limité le développement du nucléaire. Cette situation se poursuit malgré les craintes de réchauffement planétaire, qui auraient dû inciter à recourir davantage à cette technique. De nombreux pays en développement qui manquent de sources d'énergie pourraient utiliser le nucléaire pour propulser leur économie, si les moyens techniques et les capitaux étaient au rendez-vous.

Nucléaire : politiques et perspectives

Qu'en est-il de la propagation des armes nucléaires au cours du demi-siècle écoulé ? Le monde a assisté à un accroissement effrayant des arsenaux nucléaires des États-Unis et de l'Union soviétique. Ce n'est que récemment que ces pays ont convenu de ramener le nombre de leurs armes nucléaires à l'intérieur d'une fourchette allant de 2200 à 2700, même si aucun calendrier n'a été fixé à cet effet. Il ne semble exister aucun engagement à restituer de manière irréversible les matières de qualité militaire au secteur civil.

La Chine, dernière admise dans le club des « cinq », s'emploie depuis des années à développer ses moyens nucléaires et balistiques. Le Royaume-Uni et la France possèdent un nombre limité d'armes nucléaires. Ces trois pays estiment qu'ils ne pourraient envisager de réduire leurs arsenaux qu'après que les États-Unis et la Russie auraient considérablement réduit les leurs. L'Inde, le Pakistan et Israël – État nucléaire non déclaré – possèdent un nombre limité d'armes nucléaires, mais ne s'en débarrasseraient que si les « cinq » désarmaient dans une mesure considérable.

On se souviendra que l'Inde, après avoir procédé à son premier essai nucléaire en 1974, s'est abstenue depuis de se surarmer. En raison de la détérioration, dans les années 90, de son environnement géopolitique, elle lança, en 1998, un programme d'essais et annonça la mise en place d'un système de dissuasion minimal crédible. Ce faisant, cependant, elle décréta unilatéralement un moratoire sur de nouveaux essais et l'adoption d'une politique de non-recours en premier à l'arme nucléaire. Malheureusement, nombre des États dotés d'armes nucléaires ne sont pas disposés à appliquer une telle politique. De surcroît,



Buste de Homi Bhabha, fondateur du programme atomique indien.

L'Inde continue de militer en faveur d'un désarmement nucléaire universel.

En 1988, l'Inde proposa à la session extraordinaire des Nations Unies consacrée au désarmement un programme – assorti d'un calendrier – d'élimination de toutes les armes nucléaires de la planète. Le calendrier proposé alors était peut-être irréaliste, mais la démarche était viable. L'URSS accueillit favorablement cette proposition, mais les États-Unis la rejetèrent catégoriquement.

Faire rentrer le génie nucléaire dans sa lampe

Il est devenu de bon ton d'affirmer que le génie nucléaire est sorti de sa lampe et qu'on ne peut pas l'y faire rentrer. L'humanité, cependant, doit se demander si elle veut vivre dans un monde où des États-nations possédant des armes nucléaires aiment souvent aller jusqu'aux limites du possible en matière nucléaire, et où des groupes terroristes peuvent acquérir des armes nucléaires et soumettre la société civile à un chantage inacceptable.

Dans les décennies qui ont suivi la deuxième guerre mondiale, il existait un désir plus fort de voir se former un monde exempt d'armes nucléaires. Depuis quelque temps, on se lasse de parler de désarmement nucléaire universel, jugeant cet objectif utopique. Malheureusement, certaines des mesures prises récemment par la seule superpuissance qui soit – les États-Unis – donnent à penser que le recours à l'arme nucléaire est envisagé dans certaines circonstances. On met actuellement au point de nouvelles armes nucléaires dotées de dispositifs spéciaux. Les événements récents ont montré que les États-Unis pouvaient atteindre leurs objectifs partout dans le monde en utilisant des moyens militaires conventionnels extrêmement perfectionnés et puissants.

Le moment est donc venu pour les États-Unis de remettre au goût du jour l'appel en faveur de « L'atome au service de la paix » lancé par le Président Eisenhower et de rechercher sérieusement les moyens d'instaurer rapidement un monde exempt d'armes nucléaires. Cette démarche permettra également de recentrer « L'atome au service de la paix » sur des activités bénéfiques pour l'humanité en procurant une énergie abondante et en améliorant les pratiques médicales et industrielles.

M. R. Srinivasan, ancien Président de la Commission indienne à l'énergie atomique et ancien membre de la Commission nationale de planification, est actuellement membre du Conseil consultatif national indien pour la sécurité.